



Prix de thèses de la Fondation Mattei Dogan décernés par l'AFSP

Lauréats 2017

► Etude de la société française

Camille Herlin-Giret

Camille Herlin-Giret a soutenu en juillet 2016 à l'Université Paris-Dauphine une thèse de science politique réalisée sous la direction de Brigitte Le Grignou et de Choukri Hmed et intitulée « Les mondes de la richesse. Travailler et faire travailler le capital ». Le jury était constitué de Pierre François, Brigitte Gaiïti, Alexis Spire et Anne-Catherine Wagner.

La thèse propose d'approcher les dynamiques du capitalisme en regardant comment des groupes, des familles et des individus s'approprient des sommes d'argent, les maintiennent et les légitiment, ce qui a été appelé le travail du capital. Pour ce faire, des matériaux variés ont été mobilisés : des entretiens avec des redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et avec des conseillers patrimoniaux, des archives, le magazine Gestion de Fortune, l'édition 2010 de l'enquête sur le patrimoine des ménages de l'INSEE ou encore les débats parlementaires à propos de la taxation de la richesse. L'analyse a porté sur les modalités d'administration des fortunes sur le long cours. Le travail sur et par ses capitaux dans le temps recouvre tant un changement dans les pratiques – apprendre à compter, à manipuler et parfois à déléguer l'administration de ses biens ; transformer un stock de capital en marques de richesse, de pouvoir ou de prestige – qu'un discours de transformation de soi, dont rend compte le succès d'une rhétorique entrepreneuriale de légitimation de la fortune. La thèse discute l'aisance des plus fortunés à s'approprier les questions d'argent ; elle montre combien les questions patrimoniales sont monopolisées par les hommes et met en lumière des formes discrètes de contournement de l'ISF. Mais l'analyse ne porte pas uniquement sur les détenteurs de patrimoines conséquents. Les gouvernants, qui ont mis en place un impôt ciblé sur les ménages fortunés, et les conseillers en gestion de patrimoine, qui constituent des rouages essentiels dans l'administration des fortunes, ont été intégrés à la recherche afin de proposer une approche relationnelle de la richesse. La confrontation des identifications politique et marchande de la richesse a notamment permis de mettre au jour les soubassements normatifs multiples qui entourent cette catégorie. La thèse rend également compte des manières dont les conseillers patrimoniaux façonnent les dispositions économiques de leurs clients et montre comment ces lecteurs avisés des lois de finances utilisent les brèches laissées dans les marges des textes pour jouer avec les frontières, tant légales que nationales. Durant son doctorat, Camille Herlin-Giret a enseigné à l'Université Paris-Dauphine dans le cadre d'un contrat doctoral et d'un contrat d'ATER. Actuellement postdoctorante à l'IRIS, elle participe à un programme ANR sur les pratiques et représentations ordinaires des gouvernés face à l'État. Avec Alexis Spire, elle travaille dans ce cadre sur le consentement à l'impôt en menant, en particulier, une enquête sur la défiscalisation immobilière.



► Politiques publiques

Romain Lecler

Romain Lecler a soutenu en 2015 une thèse de doctorat en science politique à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, réalisée sous la direction de Frédérique Matonti, devant un jury composé de Gisèle Sapiro, Sandrine Dubuisson-Quellier, Laurent Jeanpierre, Didier Demazière et Brigitte Gaiïti. Intitulée « Une mondialisation à domestiquer. Sociologie d'une politique française des échanges audiovisuels internationaux (1984-2012) », cette thèse étudie la manière dont la mondialisation audiovisuelle a été constituée en catégorie d'intervention publique en France à partir des années 1980, au moment de l'apparition de chaînes de télévision transnationales et de l'essor des échanges internationaux de télévision et de cinéma.

A partir d'observations, d'entretiens, d'archives et de statistiques, la thèse analyse la construction d'une « politique audiovisuelle extérieure » aux Affaires étrangères. Elle revient sur les diplomates qui l'ont élaborée, sur ses évolutions (de sa naissance à sa routinisation et son déclin) et ses clivages (la francophonie de TV5 vs. l'information internationale de France 24). Elle observe aussi comment cette politique est déclinée sur le terrain par des diplomates spécialisés et comment les exportateurs français de biens audiovisuels lui ont été associés. A partir d'un travail sur les marchés audiovisuels internationaux, notamment ceux de Cannes, elle montre comment ces professionnels ont négocié, dans la mondialisation audiovisuelle, une spécialité française qui consiste à exporter les films de festival et en particulier ceux dits « du Sud ». Le cas étudié indique combien la mondialisation reste une construction éminemment politique, et montre comment elle peut être travaillée au quotidien par des professionnels des administrations en lien avec ceux des marchés internationaux.

Des articles issus de cette thèse ont été publiés dans *Politix*, *Sociologie*, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, *Réseaux*, *la Revue Internationale de Politique Comparée*, *Terrains/Théories* et *la Revue Française de Socio-Economie*. Romain Lecler a aussi écrit un « Repères » sur la *Sociologie de la mondialisation et coordonné Enquêtes globales en sciences sociales* (dir. Johanna Siméant). Ses travaux antérieurs sur le cinéma militant des années 1970 ont également été publiés dans *Genèses*, *Raisons Politiques*, *Participations* et *Terrains et Travaux*. Pendant sa thèse, Romain Lecler a enseigné trois ans à l'Institute of French Studies de New York University puis deux ans comme ATER à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Depuis trois ans, il est agrégé préparateur au département de sciences sociales de l'École Normale Supérieure. Il poursuit actuellement ses recherches sur les politiques de la mondialisation économique et les professionnels de l'international.



► Analyse comparée

Filip Kostelka

Filip Kostelka a soutenu en septembre 2015 une thèse en science politique préparée sous la direction de Nonna Mayer au Centre d'études européenne de Sciences Po Paris et intitulée « Mobiliser et démobiliser : le déclin énigmatique de la participation électorale dans les démocraties postcommunistes. » Mis à part la directrice de thèse, le jury était composé d'André Blais, Jean-Yves Dormagen, Mark Franklin, Hans-Dieter Klingemann et Milada Vachudova.

La thèse porte sur le déclin de la participation électorale dans les démocraties postcommunistes, déclin le plus fort observé au sein de régimes démocratiques depuis la Deuxième Guerre mondiale. L'approche adoptée est à la fois systématique, théoriquement fondée, quantitative et comparative. La thèse est structurée autour d'un nouveau schéma directeur conceptuel pour l'étude de la participation électorale au niveau agrégé. Ce cadre théorique distingue quatre types de facteurs qui affectent la participation en fonction de la nature et de la temporalité de leurs effets. Le rôle de chaque type dans le déclin postcommuniste est théorisé et considéré l'un après l'autre. Les sections empiriques mobilisent des méthodes quantitatives et se fondent sur une double comparaison entre, d'une part, les dix pays eux-mêmes et, d'autre part, entre ces derniers et un certain nombre de démocraties établies ou nouvelles. Elles analysent plusieurs bases de données originales, dont la principale contient pratiquement toutes les élections législatives intervenues dans le monde démocratique entre 1939 et 2010. Les résultats remettent en cause l'idée selon laquelle le déclin participatif est principalement dû à un désenchantement démocratique. Ils montrent qu'au moins six autres facteurs causaux y contribuent. Ils tiennent aux contextes de démocratisation, aux changements institutionnels et aux évolutions dans la composition des électors. L'ampleur exceptionnelle du phénomène étudié est, ainsi, le produit d'une multiplicité de causes. Mise à part la réponse à l'interrogation principale, la thèse propose également de nouvelles théories de moyenne portée et de nouvelles perspectives sur la participation électorale dans les démocraties tant nouvelles qu'établies.

Pendant sa thèse, Filip a enseigné à Sciences Po Paris et a travaillé comme assistant académique au Collège d'Europe, Bruges. Depuis janvier 2016, il est chercheur postdoctoral à la Chaire de recherche en études électorales de l'Université de Montréal où il coordonne, sous la direction d'André Blais, le projet international « Making Electoral Democracy Work ». Il est également chercheur associé au Centre d'études européenne de Sciences Po Paris et membre du Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique, Québec. Ses travaux ont paru dans *l'American Political Science Review*, *PS: Political Science and Politics*, *Research and Politics*, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *Europe-Asia Studies* et *la Revue européenne des sciences sociales*.



► Etats et Nations dans un monde multipolaire

Sélim Smaoui

Sélim Smaoui a soutenu une thèse de science politique à Sciences Po Paris en décembre 2016. Intitulée « La mobilisation comme gouvernement de soi. S'engager et lutter pour la mémoire et la cause des victimes du franquisme en Espagne (2000-2013) », dirigée par Mohamed Tozy et Bernard Rougier, elle a été soutenue devant un jury composé par Mohamed Tozy, Bernard Rougier, Sandrine Lefranc, Olivier Fillieule, Nadège Ragaru et Nicolas Mariot. Elle traite des mobilisations contemporaines des victimes du franquisme en Espagne, pays traversé depuis le début des années 2000 par une effusion protestataire portant sur les effets de la violence d'État perpétrée sous la Guerre civile (1936-1939) et la dictature franquiste (1939-1975). Une double démarche a guidé cette recherche. Elle a d'une part éclairé comment des individus en sont arrivés à devenir des « (proches de) victimes » du franquisme, à investir un espace social militant et à subsumer leurs conditions individuelles dans une cause communautaire et historique. Elle a analysé, d'autre part, la manière dont divers collectifs mémoriels et victimaires (associations de familles, associations militantes, ONG locales, coordinations militantes...), se sont créés tout en s'alignant, s'appropriant et s'acculturant à des normes (énonciatives, pratiques, scientifiques, institutionnelles...) en vigueur dans l'espace international des droits de l'homme. L'analyse conjointe des devenirs individuels et de l'univers normatif qui donne corps aux protestations a permis d'éclairer l'une des facettes contemporaines de la contestation du régime politique issu de la Transition démocratique espagnole. Référé à de nouveaux principes de la régulation politique, cet espace de mobilisation mémorielle et victimaire véhicule des normes, des savoirs et des pratiques qui incitent les individus à transformer leur rapport à soi (à leur histoire, à leur condition familiale, militante, citoyenne) et à adopter des contre-conduites politiques et quotidiennes, qui visent à briser la chaîne des rémanences héritées de la dictature. En ceci, cet espace de mobilisation façonne de nouvelles subjectivités. Loin d'être considéré comme un lieu d'expression de revendications ponctuelles et sectorielles, l'espace des mobilisations des victimes du franquisme est conçu comme un espace de gouvernement des conduites, qui entretient un profond antagonisme avec les formes routinières de la régulation politique espagnole, et qui entend leur faire pièce.

Sélim Smaoui a enseigné à l'IEP d'Aix-en-Provence en tant qu'ATER et a publié dans *la Revue Française de Science Politique* et dans *Politix*. Il a par ailleurs mené des enquêtes de terrain sur des protestations collectives (Casablanca, 2011 ; occupation de places publiques à Barcelone 2011 et à Paris 2016), qui lui ont permis d'étudier des dynamiques concrètes de mobilisation. Dans le prolongement de ses recherches doctorales, il analysera les usages des savoirs scientifiques dans le cadre de dispositifs de « sortie de la violence », grâce à une bourse post-doctorale attribuée par la Confédération suisse à compter de septembre 2017.

